

Monsieur le Président, si le gouvernement avait voulu tenir la promesse qu'il a faite au cours du débat de février dernier sur la question d'un consensus, il n'aurait même pas eu à tracer la voie dans ce domaine. Il aurait suffi que le nouveau gouvernement conservateur s'inspire de l'opinion des Canadiens, des Américains, voire du monde entier. Si un conservateur ne peut pas diriger, il devrait être capable de suivre la voie que lui indique le reste de l'humanité.

Des voix: Bravo!

• (1115)

M. Broadbent: Le nouveau gouvernement qui a promis aux Canadiens d'apporter des changements et d'innover n'aurait pas dû voter contre un gel nucléaire vérifiable aux Nations Unies. Plutôt, ayant promis de tâcher d'établir un consensus à la Chambre des communes et sachant que les Nations Unies seraient saisies de cette résolution, le gouvernement aurait dû nous présenter cette motion dès la première semaine de la nouvelle législature. Il aurait pu obtenir un vote favorable dont il se serait servi pour inspirer les Nations Unies et voter en faveur du gel des armes nucléaires. Voilà ce qu'il aurait dû faire.

En 1945, Albert Einstein a déclaré que la puissance déchaînée de l'atome a tout bouleversé, sauf notre façon de penser. Appliquons au nouveau gouvernement le raisonnement d'Albert Einstein qui, s'il avait été ici, serait certainement d'accord avec ceci: la puissance déchaînée de la preuve, de la raison et de l'opinion publique a tout chambardé, sauf l'incapacité du parti conservateur de réfléchir. Telle est la réalité. Je le répète, monsieur le Président, le gouvernement fait non seulement fi du point de vue des Canadiens, mais, fermement résolu à plaire en permanence à Ronald Reagan, il fait également fi des vœux du peuple américain.

A cet égard, je voudrais revenir sur certains des arguments que le gouvernement a invoqués pour justifier ce vote lamentable à l'étape du comité aux Nations Unies. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a reconnu dernièrement qu'il était déjà arrivé que nos alliés ne s'entendent pas entre eux sur la question du gel. Il aurait pu en profiter pour nous dire dans cette déclaration, comme je viens de le faire il y a une minute, que plus du tiers des membres de l'OTAN ne sont pas d'accord avec le président Reagan là-dessus. Notre nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui a promis des changements et des innovations, a soutenu que le Canada devait éviter d'aggraver les tensions qui existent entre nous et notre principal allié au sud de notre frontière. Il aurait déclaré en fin de semaine que nous devrions nous affirmer et éviter de nous définir d'après l'idée que pourraient se faire les autres de nous. Cette aspiration est fort noble. Le meilleur moyen de nous affirmer aurait été d'adopter un point de vue indépendant à ce sujet au lieu de permettre à l'homme qui est en ce moment président des États-Unis de nous dicter notre attitude à cette

étape-ci de notre histoire. C'est exactement ce que nous n'aurions pas dû faire.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Cette espèce de façon de penser qui, à mon grand regret, est typique du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, n'en est justement pas une. Il s'agit simplement du refus de réfléchir. Son geste n'est pas celui d'un allié indépendant. Le secrétaire d'État a plutôt eu l'acquiescement facile du timoré.

M. Hnatyshyn: Ne m'en blâmez pas. Je ne suis pas le vice-président de l'Internationale socialiste.

M. Broadbent: Vous aurez vous aussi la chance, je l'espère, de soutenir des arguments plus convaincants.

M. Hnatyshyn: Et que dire du président Mitterand?

M. Broadbent: Le leader parlementaire du gouvernement est manifestement un peu sur la défensive. Il a parfaitement raison, après avoir entendu les arguments ridicules invoqués par son secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En deuxième lieu, monsieur le Président, je voudrais parler d'un autre argument que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a présenté de façon aussi brillante et convaincante en fin de semaine. Il a déclaré que le secrétaire d'État des États-Unis, M. Schultz, et le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko, ont convenu de se réunir le mois prochain. Je suis content qu'il l'ait noté. Il est vrai que ces hommes vont conférer le mois prochain. Il a déclaré également: «Il faut prendre garde de ne rien faire qui puisse la faire dérailler.» Il parlait de la rencontre. «Il ne faut pas la faire dérailler en votant en faveur d'un gel nucléaire», a-t-il dit. Peut-on être bête à ce point-là?

• (1120)

Dans l'explication qu'il donne de ce qui se passe entre les superpuissances, son propre ambassadeur aux Nations Unies pour les questions de désarmement s'est montré plus raisonné à mon avis que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vendredi, à Vancouver, M. Roche a affirmé que les États-Unis et l'Union soviétique commençaient à s'incliner devant le courant d'opinion qui se dessine dans le monde contre la course aux armements. Le mécontentement, dit-il, finira par obliger les superpuissances à signer un accord.

Je tiens à dire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que c'est M. Roche qui a raison. Les superpuissances commencent à tenir compte des pressions exercées par les autres pays et par leur propre opinion publique. Je tiens également à dire au nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, dont le gouvernement avait promis des changements, que ce n'est pas en acquiesçant à tout ce que fait une des superpuissances qu'on fait pression auprès d'elle; que ce n'est pas en se mettant à sa remorque qu'on fait œuvre de leader, et que ce n'est pas en votant contre un gel nucléaire vérifiable aux Nations Unies qu'on réalisera le désarmement nucléaire.